



LE PROJET ASSOCIATIF DE L'ADAPEI 31

"La personne handicapée mentale est une personne à part entière, ordinaire et singulière. Elle est ordinaire parce qu'elle connaît les besoins de tous, qu'elle remplit les devoirs de chacun et qu'elle dispose des mêmes droits que les autres. Elle est singulière parce qu'elle rencontre des besoins supplémentaires qui résultent d'une déficience intellectuelle et qui appellent une compensation réalisée sous la forme d'un accompagnement adapté, permanent et évolutif."

(A.d'Huyteza)

"Un handicap, même lourd, ne change ni les droits ni la dignité de la personne ; mais il augmente nos devoirs, à nous qui ne sommes pas handicapés : c'est justement parce que certains handicapés ne jouiront jamais d'une égalité de fait que nous devons tout faire pour la leur reconnaître pourtant en droits et en dignité. Leur puissance, leurs capacités, leurs performances ne sont pas les mêmes. Leur dignité et leurs droits, si."

(A. Comte-Sponville)

LES FONDEMENTS DU PROJET

Depuis plus d'un demi-siècle, les associations de parents ont apporté une contribution essentielle à l'action publique en faveur des personnes en situation de handicap. C'est dans le prolongement de ce fil rouge historique que se place le Projet de l'adapei 31, écrit pour les cinq ans qui viennent.

C'est un projet de fidélité à l'esprit que portent depuis le début les associations de parents : fidélité au sens de leur engagement, fidélité à leur force créatrice, fidélité à la volonté de faire respecter la dignité de la personne, fidélité

à la mission de soutien aux familles, fidélité à une dimension humaniste et éthique de l'acte d'accompagnement.

Projet de fidélité, notre Projet est aussi de son temps et regarde vers l'avenir. C'est un Projet en mouvement, attentif au monde qui l'entoure et aux évolutions de la société, qui exigent une grande capacité d'adaptation.

Pour se préparer à ces nouveaux enjeux, sans rien perdre de ses fondements identitaires, notre projet associatif s'appuie sur quatre socles, constituant son assise :

- D'abord un socle éthique, réaffirmant nos valeurs communes : respect de la personne et de sa dignité, solidarité et justice, refus de la stigmatisation sociale sous toutes ses formes, reconnaissance comme sujet de droit de la personne en situation de handicap.

- En second lieu, un socle scientifique, cadre de la connaissance partagée. Avec les spécialistes les plus en pointe du retard mental, nous savons que celui-ci ne peut plus être réduit à un état déficitaire, mais qu'il est la conséquence de l'interaction entre les incapacités de la personne et les caractéristiques de son environnement, qui souvent constituent un obstacle. Réduire l'obstacle, c'est réduire le handicap. Et s'il est essentiel d'intervenir au niveau de la personne pour améliorer son niveau par des activités éducatives et rééducatives, il est tout aussi important d'intervenir au niveau de l'environnement physique et social pour éliminer les obstacles qui entravent l'intégration. Nous savons aujourd'hui qu'il faut rejeter l'idée de non évolutivité de la personne présentant un retard mental, nous savons que son potentiel peut évoluer favorablement dans un contexte d'apprentissage adapté.

- Puis un socle technique, référentiel des modes d'inter-



vention. La vision systémique et dynamique du handicap ouvre à un renouvellement de l'expertise et des modes d'intervention. La notion d'inclusion doit supplanter désormais celle d'intégration. Intégrer, c'est amener la personne en situation de handicap à s'ajuster à un système préexistant, à se normaliser. Inclure, c'est rendre plus flexible l'organisation sociale pour faire place et faire droit à la singularité de la personne. Avec, comme première condition à l'inclusion, la responsabilisation de la société. Simultanément, la notion d'accompagnement s'impose à celle de prise en charge. L'accompagnement appelle à de nouvelles postures professionnelles, suppose une approche globale et dynamique de la personne, exige une intervention transdisciplinaire spécialisée et intégrée. Le projet d'accompagnement personnalisé doit constituer l'organisateur d'une action éducative adaptée aux besoins du sujet, besoins considérés dans leur globalité et leur évolutivité.

• Enfin, un socle stratégique, orientant et matérialisant la politique associative. Dans les toutes prochaines années, le paysage institutionnel et administratif du secteur sanitaire et social va connaître de profondes transformations : création des Agences régionales de santé, lancement des Contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens, pratique des appels à projet, nouveaux modes de financement. C'est dans ce contexte que l'adapei 31 doit trouver sa place et se développer. Plus que jamais, la force d'une association résidera demain dans une double ressource : d'une part, celle de sa richesse militante, de sa capacité à attirer vers elle et à faire entendre sa voix ; d'autre part, celle d'un dispositif performant d'administration, d'ingénierie et de mise en œuvre de ses missions. C'est la raison pour laquelle nous distinguerons à l'avenir, sans toutefois les dissocier, la mission militante de l'association et sa mission gestionnaire. Un nouvel organe de gestion, doté d'une personnalité juridique, créé en commun avec des associations voisines et au sein duquel chacune sera représentée, devra assurer désormais la gestion administrative, financière et technique du dispositif d'intervention.

Être demain plus écoutée et à l'écoute : telle est la volonté que veut aussi manifester l'adapei 31 au travers de ce projet.

Écoute d'abord. L'association veut être présente et offensive là où il le faut ; identifiée par les pouvoirs publics et par les autres acteurs du secteur comme force de proposition, portant un discours, un message et une vision bien à elle. Elle veut aussi intégrer des réseaux de réflexion et d'influence et y peser de tout son poids. Elle veut enfin mieux se faire connaître et entendre du grand public.

Mais aussi à l'écoute, afin de susciter davantage d'adhésions, parents ou non, afin de mieux répondre aux attentes des parents et de mieux les informer. C'est en écoutant et en affirmant une relation de proximité avec les parents et le public que l'association mobilisera davantage et entraînera vers elle de nouveaux adhérents ■

LES ORIENTATIONS ET LES OBJECTIFS PRIORITAIRES DU PROJET

L'élaboration d'un projet associatif s'accompagne inévitablement d'une réflexion identitaire, qui conduit à préciser l'objectif général visé par l'association et par l'organe de gestion qui la prolongera désormais. C'est à dire l'objectif par lequel elle définit sa finalité, son rôle et ses priorités d'action.

L'adapei 31 définit en ces termes cet objectif général :

L'association veut être identifiée et reconnue comme experte dans l'ingénierie d'accompagnement individualisé de personnes retardées dans certains aspects de leur développement. Elle veut apporter, sur son territoire et dans une perspective d'inclusion sociale, des réponses d'un haut niveau de compétence pour réduire ou compenser la situation de handicap.

Par sa propre action militante et par celle déléguée à l'organe de gestion, l'association se propose de progresser dans trois grandes directions.

Une offre élargie de structures et de services d'accompagnement

Depuis plusieurs années, l'association a développé de nouvelles réponses et de nouvelles formules d'intervention. Il faut poursuivre ce mouvement.

Les objectifs prioritaires

• Ouverture d'une Maison d'Accueil Spécialisée (MAS) et d'un Foyer d'Accueil Médicalisé (FAM), déjà programmés.

• Ouverture d'une Maison de retraite elle aussi programmée, en réponse au vieillissement d'une partie importante de la population accueillie.

• Une politique d'inclusion commence par la possibilité d'accéder à un logement indépendant. Il faut faire à l'avenir une priorité de l'accompagnement par le logement. C'est vers un véritable service de l'habitat qu'il faut se diriger, multipliant les formules depuis l'habitat semi-autonome jusqu'à l'habitat totalement autonome.

• Parallèlement, l'association encouragera le développement d'une large plate-forme de services d'aide à la personne.

• En ce qui concerne les ESAT, il faut s'interroger sur le risque de mise à l'écart des personnes les moins performantes, au regard des contraintes économiques et de production que connaissent ces structures. L'association doit réfléchir à la création de formules intermédiaires du type Foyer promotionnel, se situant entre le Foyer occupationnel et l'ESAT, et s'adressant à des personnes aptes à une activité organisée mais supportant difficilement un travail posté et régulier.

• L'association renforcera et professionnalisera la structure d'aide et de soutien aux familles (ASF), dont les missions seront redéfinies. L'écoute des familles, leur information, le conseil aux parents manquant parfois de repères pour accompagner leur enfant doivent être assurés. Les parents doivent aussi pouvoir mettre en commun leurs expériences, leur vécu, leurs inquiétudes : la création de groupes d'entraides et d'échanges sera mise à l'étude et menée à bien.

• Il faut poursuivre et amplifier les initiatives en faveur de l'inclusion scolaire, en liaison avec l'Education Nationale et en s'inspirant des "bonnes pratiques" dont de nombreux pays, en Europe et au delà, donnent des exemples (services



LE PROJET ASSOCIATIF DE L'ADAPEI 31

de soutien extérieurs et internes à l'école, coopération entre écoles, implication des parents, développement de programmes d'études spécifiques...).

- L'association encouragera et soutiendra la mise en œuvre de projets innovants, centrés sur l'adaptation et l'inclusion.

UN APPAREIL TECHNIQUE ENRICHIS

Face à une complexité croissante des missions, face aux évolutions rapides de l'environnement et aux incertitudes qui en découlent, l'association a besoin de nouvelles ressources pour anticiper et approfondir, pour mieux proposer et innover.

Les objectifs prioritaires

- Le renforcement de nos connaissances, de nos compétences et de notre capacité d'expertise dans le domaine de l'éducation inclusive, qui consiste à permettre à chaque personne d'aller le plus loin possible dans l'accès aux biens sociaux communs que sont le logement, le travail, les loisirs, et dont l'école est le socle. L'association, les administrateurs et les professionnels doivent s'approprier ensemble une culture de l'inclusion.

- La capacité d'accompagnement doit devenir notre première compétence, dépassant la classique notion de prise en charge. Elle suppose notamment la maîtrise technique du projet personnalisé comme organisateur de l'action, comme outil répondant aux besoins spécifiques du sujet et à leur évolutivité.

- Nous devons aussi élever notre niveau d'expertise dans le domaine de l'éducation cognitive, en particulier en matière d'ergonomie cognitive. Apprendre à analyser plus finement les capacités d'adaptation de la personne, à réduire les obstacles auxquels elle se heurte dans son environnement c'est aussi réduire le handicap et faciliter l'adaptation. En même temps, il nous faut devenir expert en compensation, afin d'atténuer, de corriger ou de faire disparaître les inégalités de fait liées à l'état de la personne.

- L'association doit aussi établir davantage de liaisons avec le milieu ordinaire. Le principe même de l'inclusion sociale exige un travail en réseau et une ouverture à de nouveaux interlocuteurs, au delà du secteur de l'action médico-sociale.

- Un Observatoire associatif sera rapidement créé, permettant d'approfondir la connaissance des populations reçues, de capitaliser et de diffuser de l'information technique, de collecter des données intéressantes pour les professionnels, d'analyser les besoins nouveaux, de réaliser des études documentaires et comparatives de pratiques éducatives, d'anticiper des demandes à venir, de préparer de nouvelles offres de service.

- L'association se dotera aussi d'un Comité scientifique ouvert à des personnalités extérieures, qui aura pour mission d'étudier et de valider les projets, de veiller à la mise à jour des connaissances, d'interroger et d'orienter la réponse technique, d'évaluer les pratiques et leurs résultats.

- Enfin, la formation des administrateurs est considérée comme un objectif important. D'abord pour qu'ils ne soient pas dépossédés des savoirs et des connaissances qui permettent de se forger un jugement dans un champ d'intervention de plus en plus complexe. Ensuite pour qu'ils soient partie prenante du présent projet et associés au mouvement qu'il engage. Enfin pour faciliter le nécessaire dialogue et la coopération parents / professionnels.

UN POSITIONNEMENT PUBLIC RENFORCÉ

C'est par son organisation et sa mobilisation que le monde associatif pourra progresser vers ces deux objectifs décisifs : orienter l'action publique et responsabiliser la société.

Les objectifs prioritaires

- Sur son territoire d'intervention, l'association doit être systématiquement représentée dans les lieux ou les instances de réflexion et de décision concernant son domaine d'intervention. Elle doit s'y faire entendre, y prendre position et y faire des propositions.

- L'association doit renforcer et professionnaliser sa communication externe, qui doit porter sa voix, devenir une "vitrine" de son action et de la mise en œuvre de son projet. Un plan de communication sera élaboré chaque année dans ce sens, complété par un volet concernant la communication interne à l'association.

- L'association doit aussi faire progresser sa notoriété et faire entendre sa voix en s'intégrant à des manifestations ou des événements pouvant relayer efficacement ses messages. Elle peut aussi produire elle-même ou co-produire avec des partenaires des événements favorisant la prise de conscience publique et la sensibilisation de l'opinion.

- Le site internet de l'association doit être enrichi et complété, de façon à en faire un véritable instrument d'information, de communication et d'échange, ouvert à tous. Un site intranet, relayant les différents acteurs de l'association, sera également développé.

- L'association cherchera à créer des liens avec d'autres associations poursuivant directement ou indirectement des objectifs de même nature, c'est à dire impliquées dans l'accompagnement de personnes en situation de handicap.

- Enfin, dans le souci de développer son action d'accompagnement de personnes en situation de handicap, l'association étudiera la possibilité de recourir à de nouvelles formes de financement et de soutien de ses interventions ■